

Unité départementale de l'Eure
1 avenue du Maréchal Foch
27000 Évreux

Évreux, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT LOUIS SUCRE

BP 7
27150 Étrépnay

Références :
Code AIOT : 0005800610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement SAINT LOUIS SUCRE implanté Route de Gamaches - BP 7 27150 Étrépnay. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée par sondage et n'a pas un caractère exhaustif. L'exploitant est seul responsable de l'exploitation du site et des suites qu'il donnera aux constats effectués.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT LOUIS SUCRE
- Route de Gamaches - BP 7 27150 Étrépnay
- Code AIOT : 0005800610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Fabrication de sucre raffiné à partir de sucre de betterave.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi surveillance des effets sur l'environnement IBGN et IBD au point de rejet de la sucrerie .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.2.4.2,	Sans objet
2	IDENTIFICATION DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.3.1.	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.3.2.1,	Sans objet
4	4.3.6.1. Conception	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET Article 4.3.6.1. Conception	Sans objet
5	Surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 12/02/2016, article 9.2.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un protocole permettant l'accès au point de rejet avec le laboratoire prestataire afin de réaliser la surveillance des effets sur l'environnement.

Concernant les analyses à réaliser l'inspection des installations classées confirme la nécessité de procéder aux analyses physico-chimiques telles que demandées dans l'arrêté préfectoral mais indique que la mesure de l'IBGN peut être abandonnée du moment que la mesure de l'indice IBD est réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.2.4.2,
Thème(s) : Risques chroniques, REJETS AQUEUX
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Un plan des réseaux nous a été remis Nous avons constaté en sortie de la station d'épuration que le rejet dans la bonde nécessite la mise en route de trois pompes électriques sur la canalisation de rejet qui est également équipée d'une vanne manœuvrable manuellement Lors de notre passage il n'y avait pas de rejet dans le milieu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, REJETS AQUEUX
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : * Eaux sanitaires dirigées dans le réseau d'assainissement communal, * Eaux pluviales dirigées vers la mare de sécurité puis le bassin de stockage des eaux pluviales : bassin de Provémont (72 000 m³), * Eaux condensées (eaux de constitution des betteraves captées lors de l'étape d'évaporation/cristallisation puis condensées) directement envoyées vers la station d'épuration pour y être traitées puis rejetées dans l'Épte. En cas de défaut, panne ou intervention sur le poste de refoulement ou la canalisation de rejet vers l'Epte ou en cas de non respect des VLE les effluents traités pourront être stockés dans le bassin tampon B90 : 90 000 m³ ou B210 : 210 000 m³. + Eaux condensées dirigées vers un bassin étanche de stockage B90 ou B210 {selon les campagnes}. Les eaux condensées stockées au sein d'un de ces deux bassins sont ensuite soit réutilisées dans le process de l'usine en période d'inter-campagne où envoyées vers la station d'épuration : * Eaux terreuses (eaux condensées utilisées pour le lavage des betteraves en campagne) évacuées vers l'épandage, * Eaux décantées (surnageant des eaux terreuses issues du lavage des betteraves après décantation dans le bassin de 3000 m³) : réutilisées au lavoir de betteraves; une petite partie est utilisée par la station afin d'équilibrer l'effluent en nutriments nécessaires au fonctionnement de la biologie
Constats : Plan des réseaux à jour remis en séance. Des évolutions sur le site ont eu lieu ces derniers temps : les eaux pluviales du site sont en majorité infiltrées, les eaux industrielles (process hors eaux condensées) transitent par la mare de sécurité avant envoi vers le bassin de Provémont .
Observations : L'article 4.3.1. de l'arrêté préfectoral devra être revu et précisé sur la nature des eaux pouvant transiter par la mare de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.3.2.1,
Thème(s) : Risques chroniques, REJETS AQUEUX
Prescription contrôlée : L'ensemble des voiries, parkings, aires de manœuvre et toutes les aires extérieures où sont susceptibles de transiter des effluents pollués sont étanches. Les eaux pluviales de toiture et de ruissellement sont collectées par un réseau spécifique. Elles transitent via une fosse de reprise étanche d'environ 10 m³ vers la mare de sécurité d'un volume de 13 000 m³ puis sont dirigées vers le bassin de Provémont (totalement étanche) où elles sont stockées. Certaines eaux spécifiques sont envoyées directement depuis la fosse de reprise vers le bassin de Provémont. Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant réalisera une étude technico-économique afin de rendre le fond de la mare de sécurité étanche. Les eaux pluviales de l'aire de stockage de charbon et des mâchefers sont dirigées vers la fosse de reprise puis vers la mare de sécurité avant d'être envoyées vers le bassin de Provémont.
Constats : La mare de sécurité a fait l'objet de travaux importants d'étanchéification en 2022 suite à l'étude réalisée. L'exploitant nous a remis le rapport de réception du compactage du fond de la mare de sécurité, le rapport de réception du geo synthétique bentonitique réceptionné sur le site, L'ensemble des travaux a été suivi par ANTEA. Les rapports remis ne montrant pas d'anomalie
Observations : Pour les eaux pluviales une partie est maintenant infiltrée sans passer par la mare de sécurité. L'arrêté sera à mettre à jour sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4.3.6.1. Conception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET Article 4.3.6.1. Conception
Thème(s) : Risques chroniques, CANALISATION DE REJETS
Prescription contrôlée : La canalisation est enterrée sauf lors d'un passage de la Bonde. Un grillage avertisseur marron est apposé au-dessus de la canalisation sur l'ensemble de son trajet. Pour la partie aérienne de la canalisation, elle sera équipée d'une protection anti-choc et anti-gel. De plus, le pont existant est en capacité de recevoir cette canalisation techniquement et administrativement, l'encorbellement ne doit pas descendre sous le tablier et la section de passage doit être limitée pour éviter toute dégradation en cas de crue et ne pas faire obstacle à l'écoulement. Des ventouses automatiques sont implantées en points hauts afin de permettre le dégazage de la conduite ainsi que des dispositifs manuels de purge en point bas. Des vannes de sectionnement sont judicieusement réparties afin de permettre l'isolation en tronçon en cas de besoin, Un pressostat est installé en début de canalisation afin de détecter toute fuite ou écrasement de la canalisation. Les pompes sont reliées à ce pressostat et sont arrêtées avec transmission d'alarme dès que la pression n'est plus dans la plage d'exploitation prévue et définie par l'exploitant. Des conventions de passage sont signées avec les propriétaires des terrains et du pont empruntées par

la canalisation ainsi qu'avec les mairies des communes concernées. En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'Etat compétent. La canalisation est entretenue annuellement et un contrôle d'étanchéité est réalisé tous les 5 ans.
<p>Constats :</p> <p>Nous avons noté la présence d'un pressostat sur le point de départ de la canalisation au niveau de la sortie de la station d'épuration.</p> <p>L'exploitant nous a remis une copie du rapport du dernier test d'étanchéité par mise en pression de la canalisation effectué le 25 janvier 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le document remis porte sur le tronçon n°8 de la canalisation et sur une longueur de 1300 m.</p> <p>L'exploitant remettra à l'inspection des installations classées les rapports de tests des autres tronçons.</p> <p>L'exploitant nous remettra le rapport du dernier test de vérification du fonctionnement des asservissements associés au pressostat (arrêt pompes + déclenchement alarme)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2016, article 9.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, IBGN et IBD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :</p> <p>IBGN et IBD 2 fois par an : une fois dans les 15 jours avant le début de campagne et une fois dans les 15 derniers jours de la campagne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi de la qualité hydrobiologique de l'Epte (bilan de l'état biologique des eaux IBGN et IBD) en amont et en aval du site de Saint-Louis Sucre Étrepigny est effectif.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le suivi des indices environnementaux du 09/05/2023, cela concerne la période de septembre 2022 et février 2023.</p> <p>La conclusion est :</p> <p>« Au regard des analyses hydrobiologiques obtenus sur le secteur prospecté pour les deux périodes étudiées, l'état écologique de l'Epte est estimé bon en amont et en aval du rejet de la sucrerie ». A noter que le précédent apport montrait une dégradation de la qualité de la rivière entre l'amont et l'aval du rejet.</p> <p>Cependant, concernant la position les points de prélèvements par rapport au point de rejet, les points de prélèvements amont et aval doivent répondre aux caractéristiques de représentativité de l'échantillon et doivent être accessibles.</p> <p>Pour rappel :</p>

Les points choisis par l'exploitant n'étaient pas pertinents. En effet, le point amont était situé avant la confluence avec la Lévrière, le point aval était situé trop loin du rejet et en aval du rejet de la lagune de traitement des eaux usées de la commune de Dangu.

De ce fait, l'exploitant avait défini deux points de prélèvement en 2017 :

- l'amont, quelques mètres avant le rejet
- l'aval à environ 150 m du rejet

L'exploitant a indiqué par la suite que :

« Le point de rejet est entouré par des parcelles agricoles ou des résidences privées dont le passage n'est pas autorisé.

De plus, l'accès avec une barque à travers des parcelles agricoles n'est pas aisé et certaines zones de la rivière sont difficilement accessibles. »

Le jour de l'inspection, l'inspecteur des installations classées accompagné de Messieurs Moniez, Audebert du laboratoire SGS ainsi que le responsable de la surveillance des bassins de la société Saint Louis Sucre

a vérifié l'existence d'un accès permettant la mise à l'eau d'une embarcation dans cet espace et la descente du cours d'eau depuis la mise à l'eau jusqu'aux points de prélèvement idéal n'est pas possible.

Trois accès Route de Vernon à Naufles-Saint-Martin ont fait l'objet de vérifications

Il a été constaté présence de barrières et terrain clôturés empêchant l'accès (terrains privés),

De ce fait la décision a été prise d'accéder directement au point de rejet situé à 13 km de Saint Louis-Sucre Étrepagny.

L'accès n'est pas possible en véhicule classique, la chaussée n'étant pas carrossable et boueuse, cependant avec la voiture 4X4 de la sucrerie le point de rejet est atteint.

La berge est facilement accessible et permet les prélèvements. Les deux techniciens de SGS ont validé ces emplacements de prélèvements tant du point de vue de la représentativité que de l'accès possible par barque une fois la berge atteinte en véhicule 4X4.

Après investigation sur place il a été conclu qu'il est possible d'y accéder et de faire des prélèvements à 150 m en amont et aval du rejet entre les deux barrages de la vallée de l'Epte sous réserve que :

À l'avenir la société Saint-Louis Sucre mettra à disposition le véhicule 4X4 et conduira les techniciens de la société SGS aux points de prélèvements validés.

Observations :

L'inspection a été menée par sondage et n'a pas un caractère exhaustif. L'exploitant est seul responsable de l'exploitation du site et des suites qu'il donnera aux constats effectués.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un protocole permettant l'accès au point de rejet avec le laboratoire prestataire afin de réaliser la surveillance des effets sur l'environnement.

Concernant les analyses à réaliser l'inspection des installations classées confirme la nécessité de procéder aux analyses physico-chimiques telles que demandées dans l'arrêté préfectoral mais indique que la mesure de l'IBGN peut être abandonnée du moment que la mesure de l'indice IBD est réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

